



PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

Service de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Pôle environnement et procédures publiques

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA  
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral complémentaire  
n°65-2019-06-25-001**

**modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation  
n°65-2016-05-19-005 du 19 mai 2016, autorisant la  
SAS CARRIÈRES PLO à exploiter une carrière de  
marbre au lieu-dit « Hayau », sur la commune  
d'ILHET.**

**Le Préfet des Hautes-Pyrénées**

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.181-14, R-181-45 et R-181-46 ;

**Vu** l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mai 2016, autorisant la SAS CARRIÈRES PLO à exploiter une carrière de marbre au lieu-dit « Hayau », sur la commune d'ILHET ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°65-2018-10-18-006 du 18 octobre 2018 modifiant l'arrêté préfectoral du 19 mai 2016, autorisant la SAS CARRIÈRES PLO à exploiter une carrière de marbre au lieu-dit « Hayau », sur la commune d'ILHET ;

**Vu** les pièces présentées le 5 mars 2018, complétées le 31 mai, les 18, 22 et 27 juin et en dernier lieu le 14 septembre 2018 par lesquelles la SAS CARRIÈRES PLO sollicite l'accord préalable du préfet à la création de la piste tel que prévu à l'article 17 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mai 2016 ;

**Vu** le rapport du CEREMA n° C19ST0030 en date du 20 février 2019 ;

**Vu** les conclusions du bureau d'études BIOTOPE précisant que les travaux de purge des éboulis ne nuisent pas au maintien, dans un état de conservation favorable, de la population locale de l'Appolon (Parnassius Apollo) ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées n°2018 65 156 du 07 mai 2018 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées n°2019 65 135 du 03 mai 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 du code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

**CONSIDÉRANT** que les éléments fournis répondent aux demandes de l'inspection formulées dans les rapports susvisés ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de prescrire les conditions dans lesquelles le démarrage des travaux de la piste peuvent avoir lieu ;

**CONSIDÉRANT** que le projet d'arrêté préfectoral définitif statuant sur la demande susvisée a été communiqué à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception du 24 mai 2019 ;

**CONSIDÉRANT** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du projet d'arrêté susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**Sur** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

À compter de la notification du présent arrêté, la SAS CARRIÈRES PLO est autorisée à démarrer les travaux de la piste permettant l'accès au sommet de la carrière, pour le seul tronçon « 2a » compris entre les profils P1 à P9, selon les plans et profils d'exécution CAZAL version K du 26 juillet 2018.

### **ARTICLE 2 :**

À l'article n°17 de l'arrêté préfectoral n°65-2016-05-19-005 du 19 mai 2016, modifié par l'arrêté n°65-2018-10-18-006 du 18 octobre 2018, sont ajoutés les alinéas suivants :

#### *Le démarrage des travaux de la piste est conditionné :*

- *à la mise en œuvre de barrières passives sur le bord de la future piste permettant de prévenir les risques de chutes de blocs traversant le chemin d'accès ou sortant de l'emprise de la carrière. Les barrières passives prévues devront préalablement à leur mise en œuvre, être validées par le prestataire en géotechnie de l'exploitant ;*
- *à la mise en œuvre de mesures organisationnelles pour maîtriser l'accès à la carrière en phase travaux (plan de prévention) ;*
- *au respect des conclusions et recommandations des différentes études produites sur le sujet, notamment de la procédure PEX CAZ 02 Ind A de purge des éboulis ;*
- *à l'accord formel du bureau d'études ANTEA group, à l'issue de la purge des éboulis et après analyse des résultats des études complémentaires réalisées par CAZAL TP sur les points suivants :*
  - 1 - expertise de l'affleurement après purge des éboulis,*
  - 2 - étude de stabilité de la solution « purge des éboulis sans reprofilage du talus »,*
  - 3 - avis sur les conditions de réutilisation des matériaux rocheux en remblai à l'avancement ;*
- *à l'utilisation de matériels adaptés sur la base d'une analyse de risque préalable conduite par l'exploitant et reprise dans le plan de prévention.*

***L'exploitant tient à la disposition de l'inspection l'ensemble des documents justifiant le respect des prescriptions fixées par le présent article.***



### **ARTICLE 3 :**

La création d'un nouveau tronçon reste soumise au respect des dispositions prévues aux articles « 24.4.4 – Protection du milieu » et « 17 : Aménagements spécifiques » de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2016 susvisé ;

### **ARTICLE 4 :**

En application de l'article L514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente, le tribunal administratif de Pau (soit par courrier : 50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex) soit par l'application informatique Télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **ARTICLE 5 :**

Une copie du présent arrêté sera déposée en la mairie d'ILHET pour y être consultée par tout intéressé.

Une copie du présent arrêté ou un extrait, sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le soin du maire concerné.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale d'un mois.

### **ARTICLE 6 :**

Le Secrétaire général de la préfecture des Hautes-Pyrénées, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le Maire de la commune d'ILHET sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hautes-Pyrénées et dont copie sera adressée pour notification à la SAS CARRIÈRES PLO et pour information à la Sous-Préfète de Bagnères-de-Bigorre.

TARBES, le **25 JUIN 2019**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,



Samuel BOUJU